

**Nicaragua - Réponse de M.
Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères,
à une question écrite à l'Assemblée
nationale**

(Paris, 31 juillet 2018)

Le Nicaragua connaît depuis le 18 avril dernier une situation de grave crise politique et sécuritaire. Le bilan de cette crise est extrêmement lourd, à la suite de la répression violente qui a suivi la tenue de manifestations et de nombreux incidents ont été constatés autour des barrages qui bloquent un grand nombre d'axes routiers. Les dernières informations font état de plusieurs centaines de morts et de plus de 2000 blessés. Aucun ressortissant français n'a été signalé parmi ces personnes.

La France, par la voix du porte-parole du ministère de l'Europe et des affaires étrangères, a condamné ces violences et l'usage disproportionné de la force et a appelé le gouvernement nicaraguayen à préserver la voie du dialogue national, mise en oeuvre sous les auspices de la Conférence épiscopale du Nicaragua. Ce dialogue national est indispensable pour permettre une sortie pacifique et négociée de la crise actuelle, et pour permettre aux discussions sur la démocratisation et la justice de progresser. Cette position a été rappelée au ministre Sidharta Marin, conseiller du président Daniel Ortega pour les affaires internationales, qui a été reçu à sa demande au ministère de l'Europe et des affaires étrangères au mois de mai dernier.

Face à l'ampleur de ces violences et à la gravité des faits rapportés par les organisations de défense des droits de l'Homme, il est indispensable que des enquêtes puissent être menées pour identifier les responsables de ces actions, et les traduire en justice. C'est pourquoi la France a marqué son soutien à la mise en place d'un mécanisme d'enquête internationale, autonome et indépendant, comme l'a recommandé la Commission interaméricaine des droits de l'Homme (CIDH). La CIDH a installé dès le 25 juin un "mécanisme spécial de suivi du Nicaragua", sous la supervision d'un groupe d'experts internationaux indépendants. La création d'une Commission de vérification et de sécurité a par ailleurs été actée avec 12 membres du dialogue national (six représentants du gouvernement, six de l'opposition), des représentants de l'Eglise, de l'Organisation des Nations unies, de l'Organisation des Etats américains (OEA), de la CIDH et de l'Union européenne (UE), pour vérifier la mise en place des "conditions de la paix" sur le territoire national.

La France et les Etats membres de l'UE se concertent étroitement pour évaluer l'évolution de la situation et pour étudier les modalités que pourrait revêtir le soutien de l'UE pour favoriser un règlement de cette crise, en lien avec l'Organisation des Etats américains./.